

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA DEFENSE

[C – 2017/11955]

28 AVRIL 2017. — Loi portant création de l'Institut des vétérans - Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, du Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire, du Mémorial national du Fort de Breendonk, et du Pôle historique de la Défense (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi il faut entendre par :

1° IV-INIG: l'Institut des vétérans – Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, créé par la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut des vétérans – l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

2° MNFB: le Mémorial national du Fort de Breendonk créé par la loi du 19 août 1947 créant le Mémorial national du Fort de Breendonk;

3° MRA: le Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire, établissement scientifique fédéral qui relève du ministre de la Défense et qui, en vertu de l'article 95 de la loi programme du 30 décembre 2001, constitue un service de l'État à gestion séparée;

4° PHD: le Pôle historique de la Défense créé par la loi du 14 juin 2006 créant un conseil consultatif dénommé "Pôle historique de la défense";

5° CAAMI: la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité, visée à l'article 5 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

6° OCASC: l'Office Central d'Action Sociale et Culturelle, créé par la loi du 10 avril 1973 portant création de l'Office central d'action sociale et culturelle du Ministère de la Défense.

TITRE 2. — Création et organisation

CHAPITRE 1^{er}. — Création et statut

Art. 3. § 1^{er}. Il est créé, sous la tutelle du ministre qui a la Défense dans ses attributions, un organisme de droit public, dénommé "War Heritage Institute", ci-après dénommé "l'organisme".

§ 2. L'organisme intègre les services de l'IV-INIG chargés de la transmission de la mémoire, de la communication et des services visés à l'article 32, § 4, du MRA, du MNFB et du PHD.

§ 3. Le siège de l'organisme se trouve dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE 2. — Objet

Art. 4. § 1^{er}. L'organisme a pour objet d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de gestion du patrimoine mobilier, immobilier et immatériel des conflits armés sur le sol belge et des conflits armés impliquant des Belges à l'étranger, et de présenter l'histoire et la mémoire de ces conflits dans un contexte militaire, politique, technologique, économique, social et culturel tant européen qu'international, d'une manière qui intègre les valeurs d'une société démocratique et qui contribue au rayonnement de la Belgique.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C – 2017/11955]

28 APRIL 2017. — Wet tot oprichting van het "War Heritage Institute" en houdende integratie van de opdrachten, de middelen en het personeel van het Instituut voor veteranen - Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, het Koninklijk Museum voor het Leger en de Krijgsgeschiedenis, het Nationaal Gedenkteken van het Fort van Breendonk en de Historische Pool van Defensie (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — Algemeen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet dient begrepen te worden onder:

1° IV-NIOOO: het Instituut voor veteranen – Nationaal instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, opgericht bij de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Instituut voor veteranen – het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers;

2° NGFB: het Nationaal Gedenkteken van het Fort van Breendonk, opgericht bij de wet van 19 augustus 1947 tot oprichting van het Nationaal Gedenkteken van het Fort van Breendonk;

3° KLM: het Koninklijk Museum voor het Leger en de Krijgsgeschiedenis, federale wetenschappelijke instelling die ressorteert onder de minister van Defensie en die, krachtens artikel 95 van de programmawet van 30 december 2001, een Staatsdienst met afzonderlijk beheer vormt;

4° HPD: de Historische Pool van Defensie, opgericht bij de wet van 14 juni 2006 tot oprichting van een adviesraad "Historische Pool van Defensie" genaamd;

5° HZIV: de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, bedoeld in artikel 5 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

6° CDSCA: de Centrale Dienst voor Sociale en Culturele Actie, opgericht bij de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van een Centrale Dienst voor sociale en culturele actie van het Ministerie van Landsverdediging.

TITEL 2. — Oprichting en organisatie

HOOFDSTUK 1. — Oprichting en statuut

Art. 3. § 1. Er wordt een instelling van publiekrecht opgericht, onder voorgedij van de minister bevoegd voor Defensie, genaamd "War Heritage Institute", hierna de "instelling" genoemd.

§ 2. De instelling integreert de diensten van het IV-NIOOO, belast met het doorgeven van de herinnering, met de communicatie en met de diensten bedoeld in artikel 32, § 4, van het KLM, van het NGFB en van de HPD.

§ 3. De zetel van de instelling bevindt zich in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

HOOFDSTUK 2. — Doel

Art. 4. § 1. De instelling heeft tot doel het uitwerken en het uitvoeren van het beleid inzake het beheer van het roerend, onroerend en immaterieel erfgoed van de gewapende conflicten op Belgisch grondgebied en van de gewapende conflicten waarbij Belgen in het buitenland waren betrokken, en het voorstellen van de geschiedenis en de herinnering van deze conflicten in een militaire, politieke, technologische, economische, sociale en culturele context, zowel op Europees als op internationaal niveau, op een wijze die de waarden van een democratische samenleving integreert en die bijdraagt aan de uitstraling van België.

§ 2. À cet effet, l'organisme est chargé:

1° de la gestion, de l'acquisition, de la conservation et de la restauration de collections d'objets, de documents et de témoignages immatériels en rapport avec l'objet de l'organisme;

2° de la gestion de sites propres, et de l'organisation et de la coordination d'un réseau de sites militaires historiques, composé de:

— sites propres: sites et collections qui sont la propriété de l'État fédéral et qui sont gérés par l'organisme, parmi lesquels un site central implanté à Bruxelles, le site du Cinquantenaire, qui présente une vision globale, nationale et internationale cohérente de l'histoire et de la mémoire des conflits armés sur le sol belge ou des conflits impliquant des Belges;

— sites en concession: sites et collections qui sont la propriété de l'État fédéral et sont attribués, moyennant un contrat de gestion ou un accord de coopération, à un tiers qui sera responsable de son développement et de son exploitation;

— sites associés: des sites autonomes avec un rayonnement national ou international qui présentent une histoire complémentaire tant les uns envers les autres qu'envers le site du Cinquantenaire et qui rejoindront un réseau de sites patrimoniaux réunis au sein du conseil du patrimoine visé à l'article 12;

3° du développement d'une médiation muséale et patrimoniale variée, créative et stimulante en vue de présenter au public une expérience particulière et enrichissante en matière d'histoire des conflits armés et de promouvoir l'accès du public aux collections par le biais d'expositions ou d'autres canaux;

4° de la transmission de la mémoire combattante et de la mémoire des victimes tant civiles que militaires des conflits armés dans lesquels des Belges ont été engagés ainsi que de l'expérience des conflits armés sous toutes leurs formes;

5° de la recherche scientifique et de l'encouragement de la recherche scientifique en rapport avec tous les éléments énumérés dans le présent article.

De par son rôle central dans le réseau des sites militaires et historiques, le site du Cinquantenaire, visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, tiret 1^{er}, sera géré par l'organisme lui-même, mais entre autres pour son organisation et son exploitation, une coopération avec des tiers est possible.

La procédure de reconnaissance des sites associés, visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, troisième tiret, qui peuvent s'affilier au réseau sera fixée par le Roi.

Dans le contexte de la mission visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, l'organisme assure la surveillance de l'entretien des nécropoles militaires, des pelouses d'honneur, des enclos des fusillés et des mémoriaux nationaux propriétés de l'État fédéral et il peut les utiliser dans le cadre de son travail de mémoire et y organiser des manifestations patriotiques ou mémorielles. Enfin, l'organisme peut accorder une aide aux associations patriotiques.

§ 3. Le Roi fixe la liste des sites en concession par un arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 4. L'organisme peut développer toutes les activités qui se rapportent directement à son objet. Il peut notamment mener ses activités en association avec des structures publiques, des entités fédérales, fédérées, locales et internationales ou des structures privées nationales et internationales. A cette fin, l'organisme peut conclure des accords de collaboration avec ces différentes structures.

CHAPITRE 3. — Organisation

Art. 5. L'organisme comprend:

- 1° un conseil d'administration;
- 2° un directeur général et un directeur général adjoint;
- 3° un comité de direction;
- 4° un conseil scientifique;
- 5° un jury scientifique;
- 6° une commission consultative d'acquisition;
- 7° un conseil du patrimoine.

CHAPITRE 4. — Le conseil d'administration

Art. 6. § 1^{er}. Le conseil d'administration:

1° exerce les compétences telles que prévues dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

§ 2. Hiervoor wordt de instelling belast met:

1° het beheer, de verwerving, de bewaring en de restauratie van verzamelingen objecten, documenten en immateriële getuigenissen in verband met het doel van de instelling;

2° het beheer van eigen sites, en het organiseren en coördineren van een netwerk van militair-historische sites, bestaande uit:

— eigen sites: sites en collecties die eigendom zijn van de federale Staat en die worden beheerd door de instelling, waaronder een centrale site gevestigd in Brussel, de site van het Jubelpark, die een globale, nationale en internationale coherente visie voorstelt op de geschiedenis van en de herinnering aan de gewapende conflicten op Belgisch grondgebied of de conflicten waarbij Belgen waren betrokken;

— sites in concessie: sites en collecties die eigendom zijn van de federale Staat en middels een beheersovereenkomst of een samenwerkingsovereenkomst aan een derde partij, die instaat voor de uitbouw en exploitatie ervan, in concessie worden gegeven;

— geassocieerde sites: zelfstandige sites met nationale of internationale uitstraling die een complementair verhaal brengen, zowel ten opzichte van elkaar als ten opzichte van de site van het Jubelpark, en die bij een verenigd netwerk van erfgoed sites zullen aansluiten in de erfgoedraad zoals bedoeld in artikel 12;

3° de ontwikkeling van een gevarieerde, creatieve en stimulerende publieks- en erfgoedwerking, om het publiek een bijzondere en verrijkende ervaring te kunnen bieden op het vlak van de geschiedenis van de gewapende conflicten en om de toegang voor het publiek tot de collecties te bevorderen door middel van tentoonstellingen of andere kanalen;

4° het doorgeven van de strijdende herinnering en de herinnering van de burgerlijke en militaire slachtoffers van de gewapende conflicten waarbij Belgen werden ingezet, evenals de ervaring van de gewapende conflicten in al hun vormen;

5° het wetenschappelijk onderzoek en het stimuleren van het wetenschappelijk onderzoek in verband met alle elementen die in dit artikel worden opgesomd.

Door haar centrale rol in het netwerk van militair-historische sites wordt de in het eerste lid, 2°, eerste gedachtestreepje, bedoelde site van het Jubelpark door de instelling zelf beheerd, maar voor onder andere haar inrichting en exploitatie kan met derden samengewerkt worden.

De procedure tot erkenning van de in het eerste lid, 2°, derde gedachtestreepje, bedoelde geassocieerde sites die kunnen toetreden tot het netwerk zal door de Koning worden bepaald.

In de context van de in het eerste lid, 4°, bedoelde opdracht verzekert de instelling het toezicht op het onderhoud van de militaire begraafplaatsen, van de ereperken, van de ereperken der gefusilleerden en van de nationale gedenktekens die eigendom zijn van de federale Staat en kan deze gebruiken in het kader van haar herinneringswerk en er vaderlandslievende of herinneringsgerichte evenementen organiseren. Tot slot kan de instelling steun verlenen aan de vaderlandslievende verenigingen.

§ 3. De Koning bepaalt de lijst van de sites in concessie bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 4. De instelling kan alle activiteiten ontplooiën die rechtstreeks verband houden met haar doel. Ze kan onder andere activiteiten organiseren in samenwerking met publieke structuren, federale, gefedereerde of lokale en internationale entiteiten of nationale en internationale privéstructuren. Daartoe kan de instelling samenwerkingsovereenkomsten afsluiten met deze verschillende structuren.

HOOFDSTUK 3. — Organisatie

Art. 5. De instelling omvat:

- 1° een raad van bestuur;
- 2° een directeur-generaal en een adjunct-directeur-generaal;
- 3° een directiecomité;
- 4° een wetenschappelijke raad;
- 5° een wetenschappelijke jury;
- 6° een adviescommissie verwervingen;
- 7° een erfgoedraad.

HOOFDSTUK 4. — De raad van bestuur

Art. 6. § 1. De raad van bestuur:

1° oefent de bevoegdheden uit zoals bepaald in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

2° définit la stratégie de l'organisme sur proposition du comité de direction;

3° approuve le contrat de gestion;

4° approuve le plan d'action et le rapport d'activités annuels;

5° autorise les acquisitions d'objets ou de documents généralement quelconques destinés à entrer dans les collections de l'organisme et dont la valeur n'excède pas le montant fixé par le Roi;

6° est chargé de la surveillance et du contrôle de l'activité du directeur général;

7° a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de l'organisme;

8° peut créer en son sein des commissions chargées de lui donner des avis préparatoires;

9° peut déléguer, sous sa responsabilité, certaines de ses compétences au directeur général.

Les commissions visées à l'alinéa 1^{er}, 8°, ne peuvent pas empiéter sur la gestion journalière de l'organisme

§ 2. Le conseil d'administration est composé de douze membres répartis en nombre égal de membres d'expression néerlandaise et d'expression française.

§ 3. Les membres du conseil d'administration sont nommés par le Roi, sur la base de leurs compétences dans les matières constituant l'objet de l'organisme et de leurs compétences en matière de gestion, à savoir:

— quatre membres représentent le ministre qui a la Défense dans ses attributions, dont un est choisi pour ses compétences en matière de gestion budgétaire et financière et un pour ses compétences en matière de gestion du personnel;

— un membre représente le premier ministre;

— un membre représente le ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions;

— un membre représente le ministre qui a la Régie des Bâtiments dans ses attributions;

— un membre représente le ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions;

— quatre membres émanent des associations patriotiques civiles et militaires, et sont proposés au ministre qui a la Défense dans ses attributions par le Comité de contact des associations patriotiques sur présentation d'une liste double de candidats.

Au minimum un des membres visés à l'alinéa 1^{er}, premier tiret, appartient à un autre régime linguistique. Au minimum un des membres visés à l'alinéa 1^{er}, sixième tiret, appartient à un autre régime linguistique.

Le directeur général et le directeur général adjoint, participent aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative.

§ 4. Les membres du conseil d'administration sont nommés pour un terme de six ans renouvelable.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la moitié des membres du premier conseil d'administration mis en place lors de la création de l'organisme, sont nommés pour un terme de trois ans.

Les membres du conseil d'administration peuvent être révoqués par le Roi sur avis conforme et motivé du conseil d'administration.

§ 5. Il est alloué aux membres du conseil d'administration un jeton de présence et une indemnité de déplacement dont le montant est fixé par le Roi.

§ 6. En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, le Roi nomme un nouvel administrateur qui achève le mandat de son prédécesseur.

§ 7. Le mandat d'administrateur est incompatible avec les mandats ou fonctions suivantes:

1° membre du Parlement européen ou de la Commission européenne;

2° membre des Chambres législatives;

3° ministre ou secrétaire d'État fédéral;

4° membre du parlement d'une communauté ou d'une région;

5° membre du gouvernement d'une communauté ou d'une région ou secrétaire d'État régional;

6° gouverneur de province, membre de la députation, ou membre du collège provincial;

2° définit de la stratégie van de instelling op voorstel van het directiecomité;

3° keurt het beheerscontract goed;

4° keurt het jaaractieplan en het jaarverslag goed;

5° geeft toestemming voor de verwerving van allerhande objecten of documenten die bestemd zijn om deel uit te maken van de collecties van de instelling en waarvan de waarde niet hoger ligt dan het bedrag bepaald door de Koning;

6° is belast met het toezicht en de controle op de werkzaamheden van de directeur-generaal;

7° is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het doel van de instelling;

8° kan in zijn midden commissies oprichten die belast worden om voorbereidende adviezen aan de raad te verstrekken;

9° kan, onder zijn verantwoordelijkheid, sommige van zijn bevoegdheden delegeren naar de directeur-generaal.

De in het eerste lid, 8°, bedoelde commissies mogen het dagelijks beheer van de instelling niet hinderen.

§ 2. De raad van bestuur bestaat uit twaalf leden, samengesteld uit een gelijk aantal Nederlandstalige en Franstalige leden.

§ 3. De leden van de raad van bestuur worden benoemd door de Koning, op grond van hun deskundigheid op het vlak van de materies die het doel van de instelling vormen en inzake hun deskundigheid op het vlak van beheer, namelijk:

— vier leden vertegenwoordigen de minister bevoegd voor Defensie, waarvan er één wordt gekozen voor zijn deskundigheid inzake budgettair en financieel beheer en een andere voor zijn deskundigheid op het vlak van personeelsbeheer;

— één lid vertegenwoordigt de eerste minister;

— één lid vertegenwoordigt de minister die bevoegd is voor Buitenlandse Zaken;

— één lid vertegenwoordigt de minister die bevoegd is voor de Regie der Gebouwen;

— één lid vertegenwoordigt de minister die bevoegd is voor Wetenschapsbeleid;

— vier leden komen uit de burgerlijke en militaire vaderlandslievende verenigingen en worden voorgedragen aan de minister die bevoegd is voor Defensie door het Contactcomité van de vaderlandslievende verenigingen op basis van een dubbele lijst van kandidaten.

Minstens één van de in het eerste lid, eerste gedachtestreepje, bedoelde leden behoort tot een ander taalstelsel. Minstens één van de in het eerste lid, zesde gedachtestreepje, bedoelde leden behoort tot een ander taalstelsel.

De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal, nemen deel aan de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem.

§ 4. De leden van de raad van bestuur worden benoemd voor een termijn van zes jaar die hernieuwbaar is.

In afwijking van het eerste lid wordt de helft van de leden van de eerste raad van bestuur, die geïnstalleerd wordt bij de oprichting van de instelling, benoemd voor een termijn van drie jaar.

De leden van de raad van bestuur kunnen worden ontslagen door de Koning op eensluidend en gemotiveerd advies van de raad van bestuur.

§ 5. Aan de leden van de raad van bestuur wordt een zitpenning en een verplaatsingsvergoeding toegekend waarvan het bedrag door de Koning wordt bepaald.

§ 6. Wanneer een mandaat van een bestuurder vacant wordt, benoemt de Koning een nieuwe bestuurder die het mandaat van zijn voorganger voltooit.

§ 7. Het mandaat van bestuurder is onverenigbaar met de volgende functies of mandaten:

1° lid van het Europees Parlement of de Europese Commissie;

2° lid van de wetgevende Kamers;

3° federaal minister of staatssecretaris;

4° lid van het parlement van een gemeenschap of gewest;

5° lid van de regering van een gemeenschap of gewest of gewestelijk staatssecretaris;

6° provinciegouverneur, lid van de deputatie of lid van het provinciecollege;

7° membre du personnel statutaire ou contractuel de l'organisme.

§ 8. Si un administrateur exerce une fonction ou un mandat énuméré au paragraphe 7, il est réputé de plein droit démissionnaire dans un délai d'un mois à compter de la date de cet exercice.

§ 9. Le président et le vice-président du conseil d'administration sont nommés par le Roi, parmi les administrateurs.

Ils appartiennent à une régime linguistique différent et un seul d'entre eux peut être choisi parmi les membres du conseil d'administration qui représentent le ministre qui a la Défense dans ses attributions.

Leur révocation en leur qualité d'administrateur entraîne de plein droit la perte de qualité de président ou de vice-président.

§ 10. Le conseil d'administration délibère à la majorité simple des voix. Ceci est seulement valable si au moins la moitié des membres sont présents.

En cas de partage des voix, celle du président, ou en son absence, celle du vice-président, est prépondérante.

§ 11. Le conseil d'administration établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci n'entre en vigueur qu'après approbation par le ministre de tutelle.

CHAPITRE 5. — *Le directeur général et le directeur général adjoint*

Art. 7. § 1^{er}. Sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration, le directeur général est chargé de la gestion journalière de l'organisme et il en assure le fonctionnement, en ce compris la direction du personnel.

Il représente valablement l'organisme à l'égard des tiers.

Il est assisté d'un directeur général adjoint de l'autre régime linguistique et d'un comité de direction.

Il préside:

- le comité de direction;
- la commission consultative d'acquisition;
- le conseil du patrimoine.

Le directeur général autorise les acquisitions d'objets ou de documents généralement quelconques destinés à entrer dans les collections de l'organisme et dont la valeur n'excède pas le montant fixé par le Roi.

Il peut déléguer certaines tâches de gestion journalière à des membres du comité de direction.

§ 2. Le directeur général et le directeur général adjoint sont nommés et révoqués par le Roi pour un terme de six ans renouvelable, sur la base de leurs compétences relatives à l'objet de l'organisme et de leurs compétences en matière de gestion.

§ 3. Le directeur général adjoint remplace le directeur général en cas d'absence ou d'indisponibilité de celui-ci.

En qualité de directeur opérationnel, il assure la coordination des sites en concession et des sites associés.

Par ailleurs, il assure le secrétariat:

- 1° du comité de direction;
- 2° du conseil scientifique;
- 3° du jury scientifique;
- 4° de la commission consultative d'acquisition;
- 5° du conseil du patrimoine.

CHAPITRE 6. — *Le comité de direction*

Art. 8. § 1^{er}. Le comité de direction est composé du directeur général et du directeur général adjoint et d'au moins quatre membres responsables de directions placées directement sous l'autorité du directeur général.

§ 2. Le comité de direction délibère à la majorité simple des voix. Ceci est seulement valable si au moins la moitié des membres sont présents. En cas de partage des voix, la voix du directeur général est prépondérante sauf pour ce qui concerne la gestion des carrières individuelles.

§ 3. En l'absence du directeur général et du directeur général adjoint, deux membres du comité de direction de régime linguistique différent, agissant conjointement et désignés par le directeur général, représentent valablement l'organisme à l'égard des tiers.

7° lid van het statutaire of contractueel personeel van de instelling.

§ 8. Indien een bestuurder een functie of een mandaat uitoefent opgesomd in paragraaf 7, wordt hij na verloop van een termijn van één maand na de aanvang van deze uitoefening, van rechtswege geacht zijn mandaat te hebben neergelegd.

§ 9. De voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van bestuur worden, onder de bestuurders, benoemd door de Koning.

Ze behoren tot een verschillend taalsysteem en slechts één van hen kan worden gekozen uit de leden van de raad van bestuur die de minister bevoegd voor Defensie vertegenwoordigen.

Het intrekken van hun mandaat in hun hoedanigheid van bestuurder brengt van rechtswege hun ontslag in hun hoedanigheid van voorzitter of ondervoorzitter teweeg.

§ 10. De raad van bestuur beraadslaagt en besluit bij gewone meerderheid van stemmen. Dit kan enkel geldig plaatsvinden als minstens de helft van de leden aanwezig is.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter, of bij zijn afwezigheid deze van de ondervoorzitter, beslissend.

§ 11. De raad van bestuur stelt zijn huishoudelijk reglement op. Dit treedt slechts in werking na goedkeuring door de voorgedijminister.

HOOFDSTUK 5. — *De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal*

Art. 7. § 1. Onder het gezag en het toezicht van de raad van bestuur is de directeur-generaal belast met het dagelijks beheer van de instelling en is hij verantwoordelijk voor de werking van de instelling met inbegrip van de leiding van het personeel.

Hij vertegenwoordigt de instelling rechtsgeldig tegenover derden.

Hij wordt bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal, van een ander taalsysteem, en een directiecomité.

Hij is voorzitter van:

- het directiecomité;
- de adviescommissie verwervingen;
- de erfgoedraad.

De directeur-generaal geeft toelating voor de verwerving van allerhande objecten en documenten die bestemd zijn om deel uit te maken van de collecties van de instelling en waarvan de waarde niet hoger ligt dan het bedrag bepaald door de Koning.

Hij kan bepaalde dagelijkse beheerstaken delegeren naar de leden van het directiecomité.

§ 2. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal worden benoemd en ontslagen door de Koning voor een termijn van zes jaar, die hernieuwbaar is, op grond van hun competenties op het vlak van het doel van de instelling en van hun competenties op het vlak van beheersaangelegenheden.

§ 3. De adjunct-directeur-generaal vervangt de directeur-generaal in geval van afwezigheid of onbeschikbaarheid van deze laatste.

In zijn hoedanigheid van operationele directeur verzorgt hij de coördinatie van de sites in concessie en de geassocieerde sites.

Daarnaast is hij belast met het secretariaat van:

- 1° het directiecomité;
- 2° de wetenschappelijke raad;
- 3° de wetenschappelijke jury;
- 4° de adviescommissie verwervingen;
- 5° de erfgoedraad.

HOOFDSTUK 6. — *Het directiecomité*

Art. 8. § 1. Het directiecomité bestaat uit de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal en minstens vier leden die verantwoordelijk zijn voor directies die rechtstreeks onder het gezag van de directeur-generaal vallen.

§ 2. Het directiecomité beraadslaagt en besluit bij gewone meerderheid van stemmen. Dit kan enkel geldig plaatsvinden als minstens de helft van de leden aanwezig is. Bij staking van stemmen is de stem van de directeur-generaal beslissend behalve wat betreft het beheer van de individuele loopbanen.

§ 3. Bij afwezigheid van de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal vertegenwoordigen twee leden van het directiecomité, van een verschillend taalsysteem, die samen handelen en door de directeur-generaal werden aangeduid, de instelling rechtsgeldig tegenover derden.

CHAPITRE 7. — *Le conseil scientifique*

Art. 9. § 1^{er}. Il est créé un conseil scientifique auprès du comité de direction qui est chargé de remettre des avis scientifiques sollicités par le comité de direction sur les choix et options scientifiques qu'il envisage.

§ 2. Le conseil scientifique est composé de dix membres:

- deux membres experts en histoire militaire;
- deux membres experts en gestion des collections et muséologie;
- deux membres experts en restauration et conservation;
- deux membres experts en transmission de la mémoire ou en pédagogie;
- deux membres experts en gestion d'un établissement scientifique ou culturel.

Les membres du conseil scientifique sont nommés et révoqués par le ministre qui a la Défense dans ses attributions sur une liste double établie de commun accord par le président du conseil d'administration et le directeur général.

Le conseil scientifique compte autant de membres d'expression française que de membres d'expression néerlandaise. Le conseil scientifique compte quatre membres issus de l'organisme.

§ 3. Le président du conseil scientifique est nommé et révoqué par le ministre qui a la Défense dans ses attributions.

Il est choisi au sein du conseil scientifique sur proposition de ses membres.

§ 4. Le mandat du président et des membres du conseil scientifique est de six ans et est renouvelable.

§ 5. Le cas échéant, le conseil scientifique peut faire appel à des experts externes pour des missions ou avis ponctuels.

§ 6. Les mandats du président et des membres du conseil scientifique donnent droit à un jeton de présence et aux frais de déplacement dont les montants sont fixés par le Roi, sauf s'ils sont membres de l'organisme.

§ 7. Le président du conseil scientifique participe aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

§ 8. Le conseil d'administration approuve le règlement d'ordre intérieur du conseil scientifique, sur proposition du directeur général.

CHAPITRE 8. — *Le jury scientifique*

Art. 10. § 1^{er}. Il est créé un jury scientifique afin d'assurer la sélection, la promotion et l'évaluation des membres du personnel scientifique de l'organisme dont le statut est fixé par l'arrêté royal du 25 février 2008 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques fédéraux.

§ 2. La composition et le fonctionnement du jury sont fixés conformément aux dispositions des articles 4 et 5 du même arrêté royal.

CHAPITRE 9. — *La commission consultative d'acquisition*

Art. 11. § 1^{er}. Il est créé une commission consultative d'acquisition chargée de remettre un avis sur l'acquisition de tout objet ou document généralement quelconque destiné à entrer dans les collections de l'organisme et dont la valeur est supérieure au montant fixé par le Roi.

§ 2. La commission consultative d'acquisition est composée:

- 1° du directeur général;
- 2° du président du conseil scientifique;
- 3° du responsable en charge des collections;
- 4° du titulaire de la chaire d'histoire de l'Ecole Royale Militaire.

§ 3. Le directeur général préside la commission consultative d'acquisition qui se réunit chaque fois que le besoin s'en fait sentir.

§ 4. Le conseil d'administration approuve le règlement d'ordre intérieur de la commission consultative d'acquisition, sur proposition du directeur général.

CHAPITRE 10. — *Le conseil du patrimoine*

Art. 12. § 1^{er}. Il est créé un conseil du patrimoine chargé d'organiser la concertation entre les différents acteurs du secteur et de remettre des avis au comité de direction sur le développement des différents sites et leur mise en réseau.

HOOFDSTUK 7. — *De wetenschappelijke raad*

Art. 9. § 1. Bij het directiecomité wordt een wetenschappelijke raad opgericht die belast wordt met het geven van door het directiecomité gevraagde wetenschappelijke adviezen over de wetenschappelijke keuzes en opties die het overweegt.

§ 2. De wetenschappelijke raad is samengesteld uit tien leden:

- twee leden experts in militaire geschiedenis;
- twee leden experts in collectiebeheer en museologie;
- twee leden experts in restauratie en conservatie;
- twee leden experts in herinneringsoverdracht of pedagogie;

— twee leden experts in het beheer van een wetenschappelijke of culturele instelling.

De leden worden benoemd en ontslagen door de minister bevoegd voor Defensie op een dubbele lijst die in onderlinge overeenstemming wordt opgesteld door de voorzitter van de raad van bestuur en de directeur-generaal.

De wetenschappelijke raad telt evenveel Franstalige als Nederlandstalige leden. De wetenschappelijke raad telt vier leden afkomstig uit de instelling.

§ 3. De voorzitter van de wetenschappelijke raad wordt benoemd en ontslagen door de minister bevoegd voor Defensie.

Hij wordt gekozen in de schoot van de wetenschappelijke raad op voorstel van zijn leden.

§ 4. Het mandaat van de voorzitter en de leden van de wetenschappelijke raad bedraagt zes jaar en is hernieuwbaar.

§ 5. In voorkomend geval kan de wetenschappelijke raad een beroep doen op externe experts voor punctuele opdrachten of adviezen.

§ 6. De mandaten van de voorzitter en van de leden van de wetenschappelijke raad geven recht op een zitpenning en een verplaatsingsvergoeding waarvan de bedragen door de Koning worden bepaald, behalve indien ze lid zijn van de instelling.

§ 7. De voorzitter van de wetenschappelijke raad neemt met raadgevende stem deel aan de vergaderingen van de raad van bestuur.

§ 8. De raad van bestuur keurt het huishoudelijk reglement van de wetenschappelijke raad goed op voordracht van de directeur-generaal.

HOOFDSTUK 8. — *De wetenschappelijke jury*

Art. 10. § 1. Er wordt een wetenschappelijke jury opgericht voor het verzekeren van de aanwerving, de bevordering en de evaluatie van het wetenschappelijk personeel van de instelling waarvan het statuut wordt bepaald door het koninklijk besluit van 25 februari 2008 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de federale wetenschappelijke instellingen.

§ 2. De jury wordt samengesteld en functioneert overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 4 en 5 van hetzelfde koninklijk besluit.

HOOFDSTUK 9. — *De adviescommissie verwervingen*

Art. 11. § 1. Er wordt een adviescommissie verwervingen opgericht belast met het uitbrengen van een advies over de verwerving van allerhande objecten en documenten die bestemd zijn om deel uit te maken van de collecties van de instelling en waarvan de waarde hoger ligt dan het door de Koning bepaalde bedrag.

§ 2. De adviescommissie verwervingen is samengesteld uit:

- 1° de directeur-generaal;
- 2° de voorzitter van de wetenschappelijke raad;
- 3° de verantwoordelijke bevoegd voor de collecties;
- 4° de titularis van de leerstoel geschiedenis van de Koninklijke Militaire School.

§ 3. De directeur-generaal zit de adviescommissie verwervingen voor, die samenkomt telkens hiertoe aanleiding is.

§ 4. De raad van bestuur keurt het huishoudelijk reglement van de adviescommissie verwervingen goed op voordracht van de directeur-generaal.

HOOFDSTUK 10. — *De erfgoedraad*

Art. 12. § 1. Er wordt een erfgoedraad opgericht belast met het organiseren van het overleg tussen de verschillende actoren van de sector en met het verstrekken van adviezen aan het directiecomité over de ontwikkeling van de verschillende sites en de netwerkvorming.

§ 2. Le conseil du patrimoine est composé d'un représentant par site en concession ou associé. Chaque entité fédérée peut y déléguer un représentant.

§ 3. Le directeur général est le président du conseil du patrimoine. Les autres membres sont nommés et révoqués par le ministre qui a la Défense dans ses attributions.

§ 4. Le mandat des membres du conseil du patrimoine est de six ans et est renouvelable.

§ 5. Le conseil d'administration approuve le règlement d'ordre intérieur du conseil du patrimoine, sur proposition du directeur général.

CHAPITRE 11. — *Contrat de gestion*

Art. 13. § 1^{er}. Le contrat de gestion à conclure entre l'État fédéral, représenté par le ministre qui a la Défense dans ses attributions, et l'organisme, régle au moins les matières suivantes:

1° les modalités selon lesquelles les missions de service public de l'organisme sont assurées;

2° la description des lignes de force et des accents en matière de programmation d'activités à destination du public;

3° la fixation, le calcul, les conditions et les modalités de paiement des subventions éventuelles à charge du budget général des dépenses de l'État fédéral;

4° la manière dont les intérêts financiers de l'État fédéral sont garantis;

5° les obligations en matière de contrôles interne et externe conformément aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et aux dispositions de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral;

6° les contrats à long terme avec les sociétés, groupements, associations et institutions qui contribuent activement à la réalisation de l'objet de l'organisme;

7° les modalités selon lesquelles l'organisme peut bénéficier de l'appui de l'État fédéral.

§ 2. Le contrat de gestion est préparé par le directeur général et approuvé par le conseil d'administration. Il est conclu pour une durée de trois ans. Il peut être revu de commun accord sur proposition de l'une ou l'autre partie.

§ 3. Le contrat de gestion n'entre en vigueur qu'après son approbation par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des ministres et à la date fixée par cet arrêté.

§ 4. Au plus tard six mois avant l'expiration du contrat de gestion, l'organisme soumet au ministre qui a la Défense dans ses attributions et au ministre qui a le Budget dans ses attributions, un projet de nouveau contrat de gestion. Si, à l'expiration du contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat est prorogé de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion.

CHAPITRE 12. — *Biens et ressources, droits et obligations*

Art. 14. Les biens et ressources de l'organisme se composent:

1° des subventions qui lui sont allouées annuellement par l'État fédéral;

2° sans préjudice des articles 20 et 30, des biens meubles et immeubles et avoirs généralement quelconques de l'IV-INIG, du MRA et du MNFB;

3° des emprunts qu'il contracte en vue de l'accomplissement de sa mission;

4° du produit des dons et legs généralement quelconques qu'il reçoit;

5° du produit du droit d'entrée qui peut être exigé de certaines catégories de visiteurs;

6° du produit des participations aux frais qui peuvent être exigés de certaines catégories de personnes qui participent à des activités qu'il organise;

7° par les subsides facultatifs des régions, communautés, provinces et communes;

8° un fonds de fonctionnement.

§ 2. De erfgoedraad is samengesteld uit een vertegenwoordiger per site in concessie of geassocieerde site. Elk deelgebied kan er een vertegenwoordiger in afvaardigen.

§ 3. De directeur-generaal fungeert als voorzitter van de erfgoedraad. De andere leden worden benoemd en ontslagen door de minister bevoegd voor Defensie.

§ 4. Het mandaat van de leden van de erfgoedraad bedraagt zes jaar en is hernieuwbaar.

§ 5. De raad van bestuur keurt het huishoudelijk reglement van de erfgoedraad goed op voordracht van de directeur-generaal.

HOOFDSTUK 11. — *Beheerscontract*

Art. 13. § 1. Het tussen de federale Staat, die wordt vertegenwoordigd door de minister bevoegd voor Defensie, en de instelling te sluiten beheerscontract regelt tenminste de volgende aangelegenheden:

1° de nadere regels volgens dewelke de opdrachten van openbare dienstverlening van de instelling worden verzekerd;

2° de beschrijving van de grote lijnen en de accenten inzake de programmering van publieksgerichte activiteiten;

3° de vaststelling, de berekening, de voorwaarden en de nadere regels betreffende de betaling van de eventuele toelagen ten laste van de algemene uitgavenbegroting van de federale Staat;

4° de manier waarop de financiële belangen van de federale Staat worden gewaarborgd;

5° de verplichtingen inzake intern en extern toezicht overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en de bepalingen van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat;

6° de langetermijnovereenkomsten met de vennootschappen, groeperingen, verenigingen en instellingen die actief deelnemen aan de verwezenlijking van het doel van de instelling;

7° de nadere regels volgens dewelke de instelling kan genieten van de steun van de federale Staat.

§ 2. Het beheerscontract wordt voorbereid door de directeur-generaal en goedgekeurd door de raad van bestuur. Het wordt afgesloten voor een duur van drie jaar. Het kan in onderlinge overeenstemming herzien worden op voorstel van de ene of de andere partij.

§ 3. Het beheerscontract treedt slechts in werking na goedkeuring door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Minister-raad, op de datum vastgelegd in dit besluit.

§ 4. Uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van het beheerscontract legt de instelling aan de minister die bevoegd is voor Defensie en aan de minister die bevoegd is voor Begroting een ontwerp van nieuw beheerscontract voor. Indien bij het verstrijken van het beheerscontract geen nieuw beheerscontract in werking is getreden, wordt het contract van rechtswege verlengd tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract in werking is getreden.

HOOFDSTUK 12. — *Goederen en middelen, rechten en verplichtingen*

Art. 14. De goederen en middelen van de instelling bestaan uit:

1° de toelagen die haar jaarlijks door de federale Staat worden toegekend;

2° onverminderd de artikelen 20 en 30, de roerende en onroerende goederen en allerhande activa van het IV-NIOOO, van het KLM en van het NGFB;

3° leningen die ze afsluit met het oog op de uitvoering van haar opdracht;

4° de opbrengst van allerhande giften en legaten die ze ontvangt;

5° de opbrengst van het toegangsgeld dat voor bepaalde categorieën bezoekers kan worden vereist;

6° de opbrengst van de deelnames in de kosten die kunnen worden vereist voor bepaalde categorieën van personen die deelnemen aan activiteiten die ze organiseert;

7° de facultatieve subsidies van de gewesten, gemeenschappen, provincies en gemeenten;

8° een werkingsfonds.

Les actifs, passifs, droits et engagements suivants des personnes morales de droit public visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o, et du service de l'état à gestion séparée, seront apportés de plein droit dans l'organisme:

— les actifs, passifs, droits et engagements de l'IV-INIG, tels qu'établis à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exception de ceux qui sont affectés à la CAAMI conformément au titre 3;

— les actifs, passifs, droits et engagements du MNFB tels qu'établis à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, ainsi que la pleine propriété du lieu-dit Fort de Breendonk et de tous objets qui s'y trouvent, à l'exclusion de l'actif des réserves existant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi;

— les actifs, passifs, droits et engagements du MRA, tels qu'établis à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exclusion de l'actif des réserves existant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 15. Tout notaire dépositaire d'un acte contenant une libéralité entre vifs ou testamentaire au profit de l'organisme, de l'IV-INIG, du MNFB ou du MRA, est tenu, sous sa responsabilité, d'en informer le président du conseil d'administration ou le directeur général de l'organisme.

Art. 16. Les libéralités faites par acte entre vifs sont acceptées sous réserve de l'approbation royale. Cette acceptation lie sous la même réserve le donateur dès qu'elle lui a été notifiée.

Cette notification et celle de l'approbation éventuelle sont constatées par une simple déclaration du donateur, authentiquement certifiée au bas de l'acte portant acceptation.

Art. 17. L'acceptation provisoire des donations entre vifs, la notification de cette acceptation et celle de l'approbation royale, l'acceptation définitive et la notification de celle-ci, ainsi que la demande en délivrance des legs, sont faites par le président du conseil d'administration de l'organisme, dans les formes requises et sous sa responsabilité; il en est de même de la transcription des actes au bureau des hypothèques.

Art. 18. Si la libéralité comprend un immeuble et sauf si cet immeuble correspond à l'objet de l'organisme, l'arrêté d'acceptation fixe le cas échéant le délai dans lequel il doit être vendu. Les ventes de biens de l'organisme sont faites aux enchères publiques sauf les exceptions consenties par arrêté royal; les conditions de vente sont soumises à l'approbation du ministre de tutelle.

Art. 19. Les actes et pièces généralement quelconques que l'organisme dresse dans l'accomplissement de ses attributions, tous actes, certificats, copies et expéditions, délivrés à cet organisme, sont exempts des droits de timbre et de greffe. Ils sont enregistrés sans frais lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Les acquisitions à titre gratuit ou à titre onéreux faites par l'organisme, sont, au point de vue de la perception des droits d'enregistrement, de transcription et de succession, soumises au régime établi pour les acquisitions de même nature faites par les centres publics d'aide sociale.

Les affiches de l'organisme sont exemptées du droit de timbre.

L'organisme est exempté de tous impôts ou taxes au profit de l'État fédéral, des régions, communautés, provinces et communes.

Art. 20. Tous les objets et documents de collections généralement quelconques présents dans les inventaires du MRA, de l'IV-INIG et du MNFB sont réputés être la propriété de l'État fédéral qui les met à la disposition de l'organisme pour la réalisation de son objet. Par dérogation à l'article 14, 4^o, si des dons et legs comportent des objets et documents généralement quelconques en rapport avec l'objet de l'organisme ces objets et documents sont de plein droit transférés au patrimoine de l'État fédéral.

CHAPITRE 13. — Tutelle administrative

Art. 21. § 1^{er}. L'organisme est soumis au pouvoir de contrôle du ministre qui a la Défense dans ses attributions et du ministre du Budget conformément aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Ce contrôle est exercé à l'intervention de deux commissaires du gouvernement, nommés et révoqués par le Roi. L'un est nommé sur la proposition du ministre qui a la Défense dans ses attributions, l'autre sur la proposition du ministre du Budget. En cas d'absence, chacun de ces commissaires du gouvernement est remplacé par un commissaire du gouvernement suppléant,

De volgende activa, passiva, rechten en verbintenissen van de in het eerste lid, 2^o, bedoelde publiekrechtelijke rechtspersonen en staatsdienst met afzonderlijk beheer zullen van rechtswege worden overgedragen naar de instelling:

— de activa, passiva, rechten en verbintenissen van het IV-NIOOO, zoals vastgesteld op datum van inwerkingtreding van deze wet, met uitzondering van deze die worden toegewezen aan de HZIV overeenkomstig titel 3;

— de activa, passiva, rechten en verbintenissen van het NGFB, zoals vastgesteld op datum van inwerkingtreding van deze wet, evenals de volledige eigendom van het Fort van Breendonk en van alle objecten die er zich bevinden met uitzondering van het actief van de reserves aanwezig op de datum van inwerkingtreding van deze wet;

— de activa, passiva, rechten en verbintenissen van het KLM, zoals vastgesteld op datum van inwerkingtreding van deze wet met uitzondering van het actief van de reserves aanwezig op de datum van inwerkingtreding van deze wet.

Art. 15. Elke notaris, bewaarder van een akte van schenking onder levenden of bij testament ten voordele van de instelling, van het IV-NIOOO, van het NGFB of van het KLM is ertoe gehouden, onder zijn verantwoordelijkheid, de voorzitter van de raad van bestuur of de directeur-generaal van de instelling hierover in te lichten.

Art. 16. De schenkingen onder levenden worden aanvaard onder voorbehoud van goedkeuring door de Koning. Deze aanvaarding bindt de schenker, onder hetzelfde voorbehoud, zodra hem daarvan kennis is gegeven.

Deze kennisgeving en de eventuele goedkeuring worden vastgesteld door een eenvoudige verklaring van de schenker, authentiek verklaard onderaan de akte van aanvaarding.

Art. 17. De voorlopige aanvaarding van de schenkingen onder levenden, de kennisgeving van deze aanvaarding en van de goedkeuring van de Koning, de definitieve aanvaarding en de kennisgeving ervan, alsook het verzoek tot aflevering van de legaten, worden gedaan door de voorzitter van de raad van bestuur van de instelling, in de vereiste vormen en onder zijn verantwoordelijkheid; hetzelfde geldt voor de overschrijving van de akten op het hypotheekkantoor.

Art. 18. Ingeval een onroerend goed verkregen wordt, en behalve indien dit goed overeenkomt met het doel van de instelling, bepaalt het besluit van aanvaarding binnen welke termijn het moet vervreemd worden. De verkoop van goederen van de instelling gebeurt bij openbaar opbod, behoudens de uitzonderingen bij koninklijk besluit toegestaan; de verkoopvoorwaarden worden ter goedkeuring voorgelegd aan de voogdijminister.

Art. 19. Eender welke akten en stukken die de instelling opmaakt in uitoefening van haar bevoegdheid, alle akten, certificaten, kopieën en uitgiftes afgeleverd aan deze instelling, zijn vrijgesteld van zegel- en griffierechten. Zij worden kosteloos geregistreerd wanneer registratie vereist is.

Op de verkrijgingen ten kosteloze of ten bezwarende titel, door de instelling gedaan, zijn, voor de heffing der registratie-, overschrijvings- en erfenisrechten, dezelfde regels van toepassing als voor de verwervingen van gelijke aard, gedaan door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De affiches van de instelling zijn vrijgesteld van zegelrechten.

De instelling wordt vrijgesteld van elke belasting of taks ten bate van de federale Staat, de gewesten, gemeenschappen, provincies en gemeenten.

Art. 20. Alle voorwerpen en documenten uit eender welke collectie die deel uitmaakt van de inventarissen van het KLM, het IV-NIOOO en het NGFB worden geacht eigendom te zijn van de federale Staat die deze ter beschikking stelt van de instelling voor de verwezenlijking van haar doel. In afwijking van artikel 14, 4^o, worden, indien giften en legaten allerhande objecten en documenten bevatten die betrekking hebben op het doel van de instelling, deze objecten en documenten van rechtswege overgedragen aan het patrimonium van de federale Staat.

HOOFDSTUK 13. — Administratief toezicht

Art. 21. § 1. De instelling staat onder de controlebevoegdheid van de minister die bevoegd is voor Defensie en de minister van Begroting overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Dit toezicht wordt uitgeoefend door middel van twee regeringscommissarissen, benoemd en ontslagen door de Koning. De ene wordt benoemd op voordracht van de minister die bevoegd is voor Defensie, de andere op voordracht van de minister van Begroting. In geval van afwezigheid wordt elk van deze regeringscommissarissen vervangen door een

nommé selon les mêmes modalités que le commissaire du gouvernement qu'il supplée.

Le Roi détermine la rémunération des commissaires du gouvernement. Cette rémunération est à charge du budget de l'organisme.

§ 2. Les commissaires du gouvernement veillent au respect de la loi, des intérêts de l'État et du contrat de gestion.

§ 3. Chaque commissaire du gouvernement peut, à tout moment, prendre connaissance, sur place, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'organisme.

Chaque commissaire du gouvernement peut requérir des administrateurs, du directeur général, des membres du comité de direction, des agents et des préposés de l'organisme toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires à l'exécution de son mandat.

L'organisme met à la disposition des commissaires du gouvernement les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exécution de leur mandat.

§ 4. Tout recours d'un commissaire du gouvernement contre une décision de l'organisme est communiqué le jour même par envoi recommandé ou par courrier électronique avec demande d'accusé de réception, au président du conseil d'administration, au directeur général, au ministre qui a la Défense dans ses attributions et au ministre du Budget.

§ 5. Le traitement du recours par le ministre auprès duquel le recours a été introduit se déroule conformément aux dispositions reprises à l'article 10 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

§ 6. Lorsque le respect de la loi, des statuts de l'organisme ou du contrat de gestion le requiert, le ministre qui a la Défense dans ses attributions, le ministre du Budget ou chaque commissaire du gouvernement peuvent requérir de l'organe de gestion compétent une délibération dans le délai qu'ils fixent, sur toute question qu'ils déterminent.

CHAPITRE 14. — *Contrôle*

Art. 22. § 1^{er}. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels, au regard de la présente loi et des statuts, est confié à un réviseur conformément à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et à l'arrêté royal du 9 avril 1954 réglant les attributions des réviseurs d'organismes d'intérêt public.

§ 2. Ce commissaire est désigné par le ministre qui a la Défense dans ses attributions, conformément à l'article 13 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

§ 3. Le réviseur est désigné pour un terme renouvelable de quatre années.

CHAPITRE 15. — *Dispositions relatives aux membres du personnel*

Art. 23. § 1^{er}. L'organisme peut comporter du personnel soumis aux dispositions de:

- 1° la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;
- 2° l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;
- 3° l'arrêté royal du 30 avril 1999 fixant le statut du personnel administratif et du personnel technique des établissements scientifiques de l'État;
- 4° l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public;
- 5° l'arrêté royal du 25 février 2008 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques fédéraux;
- 6° l'arrêté royal du 13 avril 2008 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management, d'encadrement et dirigeantes au sein des établissements scientifiques fédéraux;
- 7° l'arrêté royal du 2 juin 2010 relatif aux chargés de mission au Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire.

§ 2. Pour l'application du présent article, on entend par "membres du personnel":

- les titulaires de fonction de management et d'encadrement;

plaatsvervangend regeringscommissaris, die wordt benoemd volgens dezelfde nadere regels als de regeringscommissaris die hij vervangt.

De Koning stelt de bezoldiging vast van de regeringscommissarissen. Die bezoldiging is ten laste van de begroting van de instelling.

§ 2. De regeringscommissarissen waken over de naleving van de wet, de belangen van de Staat en van het beheerscontract.

§ 3. Iedere regeringscommissaris kan te allen tijde ter plaatse inzage krijgen in de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, in alle documenten en stukken van de instelling.

Iedere regeringscommissaris kan van de bestuurders, van de directeur-generaal, van de leden van het directiecomité, van de ambtenaren en de aangestelden van de instelling, alle verduidelijkingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat.

De instelling stelt de menselijke en materiële middelen die nodig zijn voor de uitvoering van hun mandaat ter beschikking van de regeringscommissarissen.

§ 4. Elk beroep van een regeringscommissaris tegen een beslissing van de instelling wordt dezelfde dag bij aangetekende zending of bij elektronische post met verzoek om ontvangstbevestiging medegedeeld aan de voorzitter van de raad van bestuur, aan de directeur-generaal, aan de minister die bevoegd is voor Defensie en aan de minister van Begroting.

§ 5. De behandeling van het beroep door de minister bij wie het beroep werd ingesteld, verloopt overeenkomstig artikel 10 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

§ 6. Wanneer de naleving van de wet, van de statuten van de instelling of van het beheerscontract dit vereist, kan de minister die bevoegd is voor Defensie en de minister van Begroting of iedere regeringscommissaris van het bevoegde bestuursorgaan een beraadslaging vorderen, binnen de door hen gestelde termijn, aangaande iedere door hen bepaalde aangelegenheid.

HOOFDSTUK 14. — *Controle*

Art. 22. § 1. De controle op de financiële toestand, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid van de verrichtingen die in de jaarrekeningen weergegeven moeten worden vanuit het oogpunt van deze wet en van de statuten, wordt aan een revisor toevertrouwd overeenkomstig de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en het koninklijk besluit van 9 april 1954 ter regeling van de bevoegdheden van de revisoren bij de instellingen van openbaar nut.

§ 2. Deze commissaris wordt door de minister bevoegd voor Defensie aangeduid overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

§ 3. De revisor wordt aangeduid voor een hernieuwbare termijn van vier jaar.

HOOFDSTUK 15. — *Bepalingen met betrekking tot de personeelsleden*

Art. 23. § 1. De instelling kan personeel omvatten dat onderworpen wordt aan de bepalingen van:

- 1° de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;
- 2° het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;
- 3° het koninklijk besluit van 30 april 1999 tot vaststelling van het statuut van het administratief en technisch personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Staat;
- 4° het koninklijk besluit van 16 november 2006 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in sommige instellingen van openbaar nut;
- 5° het koninklijk besluit van 25 februari 2008 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de federale wetenschappelijke instellingen;
- 6° het koninklijk besluit van 13 april 2008 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management-, staf- en leidinggevende functies in de federale wetenschappelijke instellingen;
- 7° het koninklijk besluit van 2 juni 2010 betreffende de opdrachthouders van het Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "personeelsleden" begrepen:

- de titularissen van management- en staffuncties;

- les agents statutaires;
- les stagiaires;
- les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Pour l'application du présent article, les stagiaires sont considérés comme titulaire de la classe ou du grade dans lequel ils ont été recrutés et les membres du personnel engagés par contrat de travail sont considérés comme titulaires du grade ou de la classe correspondant à la fonction pour laquelle ils ont été engagés.

§ 3. Les membres du personnel de l'IV-INIG qui en application de l'article 32 sont transférés vers l'organisme et les membres du personnel du MNFB, du MRA et du PHD qui vont être affectés au sein de l'organisme, excepté ceux mentionnés au paragraphe 4, y sont transférés d'office vers l'organisme à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Il en est de même pour les membres du personnel qui sont temporairement absents ainsi que pour ceux qui ont été recrutés avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi pour une entrée en fonction postérieure à celle-ci.

§ 4. Les membres du personnel de l'IV-INIG qui en application de l'article 32 sont transférés vers l'organisme et les membres du personnel du MNFB, du MRA et du PHD qui sont en service dans le cadre d'un contrat de travail bénéficiant, par simple signature d'un avenant à leur contrat de travail, du même contrat de travail auprès de l'organisme vers lequel ils sont transférés.

§ 5. Les transferts de personnel visés dans le présent article ne constituent pas de nouvelles nominations.

§ 6. Les membres du personnel transférés conservent:

- leur qualité, grade ou classe;
- leur ancienneté administrative et pécuniaire;
- leur rémunération, pour autant qu'elle soit la plus favorable;
- leurs allocations, indemnités ou primes, pour autant que les conditions de leur octroi subsistent;
- leur évaluation;
- leur crédit de congés annuels et leur crédit de congés de maladie.

§ 7. Le Roi établit une liste nominative des personnes transférées aux organismes concernés qui sera publiée au *Moniteur belge*. Cette liste sera communiquée à chaque intéressé et une copie en sera transmise à la Cour des comptes.

§ 8. Le ministre qui a la Défense dans ses attributions peut autoriser le détachement, auprès de l'organisme, de membres du personnel de la Défense pour répondre à des besoins spécifiques. Dans ce cas, ce personnel garde son statut, mais sa rémunération est à charge de l'organisme.

§ 9. Le comité de direction soumet le plan de personnel annuel à l'approbation du conseil d'administration selon les besoins spécifiques en personnel visé au paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE 16. — Dispositions transitoires

Art. 24. Dans l'attente de la nomination du directeur général et du directeur général adjoint, visés à l'article 7, le Roi pourvoit temporairement à ces fonctions en les confiant respectivement à l'un des agents transférés de l'IV-INIG, du MNFB, du MRA et du PHD exerçant des fonctions similaires dans ces services.

TITRE 3. — Affectation des missions de l'IV-INIG

Art. 25. L'IV-INIG sera de droit supprimé et mis en liquidation à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 26. § 1^{er}. Les compétences, droits et obligations relatifs au droit aux soins de santé, visés dans la loi du 1^{er} juillet 1969 fixant le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'État, l'arrêté royal du 19 septembre 1985 fixant les modalités selon lesquelles l'État assure la gratuité des soins aux invalides de guerre et assimilés, aux orphelins de guerre, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, l'arrêté royal du 29 octobre 1986 fixant les modalités selon lesquelles l'État intervient dans le coût des soins de santé aux invalides de guerre et assimilés, aux orphelins de guerre et aux prisonniers de guerre ayant subi une captivité de six à douze mois, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, l'arrêté royal du 1^{er} février 1989 déterminant les modalités suivant lesquelles l'État intervient dans le coût des prothèses dentaires pour les invalides de guerre et assimilés, et les orphelins de guerre, à l'intervention de l'Institut national des invalides

- de vastbenoemde ambtenaren;
- de stagiairs;
- de personeelsleden met een arbeidsovereenkomst.

Voor de toepassing van dit artikel worden de stagiairs beschouwd als houders van de klasse of de graad waarin ze aangeworven werden en worden de personeelsleden met een arbeidsovereenkomst beschouwd als houders van de graad of de klasse die overeenstemt met de betrekking waarin ze aangeworven werden.

§ 3. De personeelsleden van het IV-NIOOO die met toepassing van artikel 32 overgaan naar de instelling en de personeelsleden van het NGFB, het KLM en de HPD die zullen tewerkgesteld worden bij de instelling, uitgezonderd deze bedoeld in paragraaf 4, worden ambts-halve overgedragen naar de instelling op de dag van inwerkingtreding van deze wet.

Hetzelfde geldt voor de personeelsleden die tijdelijk afwezig zijn en voor de personeelsleden die aangeworven werden vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet voor een indiensttreding na deze datum.

§ 4. De personeelsleden van het IV-NIOOO die met toepassing van artikel 32 overgaan naar de instelling en de personeelsleden van het NGFB, het KLM en de HPD die met een arbeidsovereenkomst in dienst zijn, genieten louter door de ondertekening van een aanhangsel aan hun arbeidsovereenkomst, dezelfde arbeidsovereenkomst bij de instelling waarnaar ze worden overgedragen.

§ 5. De in dit artikel bedoelde personeelsoverdrachten vormen geen nieuwe benoemingen.

§ 6. De overgedragen personeelsleden behouden:

- hun hoedanigheid, graad of klasse;
- hun administratieve en geldelijke anciënniteit;
- hun bezoldiging, voor zover deze gunstiger is;
- hun toelagen, vergoedingen of premies, voor zover de toekenningsvoorwaarden daarvoor vervuld blijven;
- hun evaluatie;
- hun jaarlijks verlofkrediet en ziektekrediet.

§ 7. De Koning stelt een nominatieve lijst op van de naar de betrokken instellingen overgedragen personen die gepubliceerd wordt in het *Belgisch Staatsblad*. Deze lijst wordt meegedeeld aan elke betrokkene en een kopie zal worden overgemaakt aan het Rekenhof.

§ 8. De minister bevoegd voor Defensie kan de detachering bij de instelling van personeelsleden van Defensie toelaten om specifieke noden in te vullen. In dat geval behoudt dit personeel zijn statuut, maar is zijn loon ten laste van de instelling.

§ 9. Het directiecomité legt het jaarlijks personeelsplan ter goedkeuring voor aan de raad van bestuur volgens de specifieke noden aan in paragraaf 1 bedoeld personeel.

HOOFDSTUK 16. — Overgangsbepalingen

Art. 24. In afwachting van de benoeming van de in artikel 7 bedoelde directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal, voorziet de Koning tijdelijk in de uitoefening van deze functies door deze toe te vertrouwen aan respectievelijk één van de overgedragen ambtenaren van het IV-NIOOO, het NGFB, het KLM en de HPD die gelijkaardige functies uitoefenen in deze diensten.

TITEL 3. — Toewijzing van de opdrachten van het IV-NIOOO

Art. 25. Het IV-NIOOO wordt van rechtswege opgeheven en vereffend op datum van inwerkingtreding van deze wet.

Art. 26. § 1. De bevoegdheden, rechten en plichten met betrekking tot het recht op geneeskundige verzorging bedoeld in de wet van 1 juli 1969 tot vaststelling van het recht van de oorlogsinvaliden en oorlogswezen op geneeskundige verzorging op kosten van de Staat, het koninklijk besluit van 19 september 1985 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers voorziet in de kosteloze verzorging van de oorlogsinvaliden en gelijkgestelden, alsmede van de oorlogswezen, het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers tussenkomt in de kosten der geneeskundige verzorging der oorlogsinvaliden en gelijkgestelden, van de oorlogswezen en krijgsgevangenen die een gevangenschap van zes tot twaalf maanden ondergaan hebben, het koninklijk besluit van 1 februari 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het

de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, l'arrêté royal du 27 août 1993 fixant les conditions d'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre dans le coût des fournitures pharmaceutiques non visées par les arrêtés royaux fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures, l'arrêté royal du 29 octobre 1998 fixant les conditions d'intervention de l'Institut national des Invalides de guerre, Anciens combattants et Victimes de guerre dans le coût des préparations magistrales et produits assimilés non visés par les arrêtés royaux fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût des préparations magistrales et produits assimilés et l'arrêté royal du 23 décembre 2002 fixant les modalités selon lesquelles l'Etat assure la gratuité des soins de santé, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, à différentes catégories d'anciens combattants et de victimes de guerre, sont transférés de l'IV-INIG à la CAAMI.

§ 2. Les compétences, droits et obligations en matière d'aide sociale, visés dans la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut des vétérans – l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et l'arrêté royal du 29 novembre 1982 pris en exécution de la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, sont transférés de l'IV-INIG à la CAAMI.

§ 3. Les compétences, droits et obligations en matière d'aide sociale, en particulier vis-à-vis des vétérans, visés dans la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut des vétérans – l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et l'arrêté royal du 29 novembre 1982 pris en exécution de la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, sont transférés de l'IV-INIG à l'OCASC.

§ 4. Les compétences, droits et obligations en matière de mémoire et de communication, visés dans la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut des vétérans – l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et l'arrêté royal du 29 novembre 1982 pris en exécution de la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, sont transférés de l'IV-INIG à l'organisme.

Art. 27. Le Roi règle la représentation des associations patriotiques et des associations de déportés, réfractaires et victimes civiles des deux guerres, au sein du comité de gestion de la CAAMI.

Art. 28. Le Conseil supérieur des Invalides de guerre, Anciens combattants et Victimes de guerre, tel qu'instauré par la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut des vétérans – l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, maintient les mêmes droits et compétences et dispose d'un secrétariat auprès de la CAAMI.

TITRE 4. — Affectation des moyens de l'IV-INIG

CHAPITRE 1^{er}. — Affectation des moyens financiers de l'IV-INIG

Art. 29. Les moyens financiers de l'IV-INIG, existants à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, relatifs aux compétences prévues par l'article 26, sont transférés aux organismes respectifs auxquels ces compétences sont transférées en application de l'article 26.

Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers tussenkomt in de kosten der tandprothesen van de oorlogsinvaliden en gelijkgestelden, alsmede van de oorlogswezen, het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot vaststelling van de voorwaarden onder dewelke het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers tussenbeide komt in de kostprijs van de farmaceutische verstrekkingen die niet bedoeld zijn door de koninklijke besluiten tot vaststelling van de voorwaarden onder dewelke de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoet komt in de kostprijs van de farmaceutische verstrekkingen, het koninklijk besluit van 29 oktober 1998 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers tussenkomt in de kostprijs van de magistrale bereidingen en daarmee gelijkgestelde producten die niet bedoeld zijn door de koninklijke besluiten tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van de magistrale bereidingen en daarmee gelijkgestelde producten en het koninklijk besluit van 23 december 2002 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers voorziet in de kosteloze geneeskundige verzorging van verscheidene categorieën oud-strijders en oorlogsslachtoffers, worden overgedragen van het IV-NIOOO naar de HZIV.

§ 2. De bevoegdheden, rechten en plichten met betrekking tot de sociale bijstand bedoeld in de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Instituut voor veteranen – het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en het koninklijk besluit van 29 november 1982 houdende uitvoering van de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, worden overgedragen van het IV-NIOOO naar de HZIV.

§ 3. De bevoegdheden, rechten en plichten met betrekking tot de sociale bijstand in het bijzonder ten aanzien van de veteranen bedoeld in de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Instituut voor veteranen – het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en het koninklijk besluit van 29 november 1982 houdende uitvoering van de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, worden overgedragen van het IV-NIOOO naar de CDSCA.

§ 4. De bevoegdheden, rechten en plichten met betrekking tot de herinnering en communicatie bedoeld in de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Instituut voor veteranen – het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en het koninklijk besluit van 29 november 1982 houdende uitvoering van de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, worden overgedragen van het IV-NIOOO naar de instelling.

Art. 27. De Koning regelt de vertegenwoordiging van de vaderlandslievende verenigingen en van de verenigingen voor weggevoerden, werkweigeraars en burgerlijke slachtoffers van beide wereldoorlogen, in de schoot van het beheerscomité van de HZIV.

Art. 28. De Hoge Raad voor Oorlogsinvaliden, Oud-strijders en Oorlogsslachtoffers, zoals opgericht bij de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Instituut voor veteranen – het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, behoudt dezelfde rechten en bevoegdheden, en beschikt over een secretariaat bij de HZIV.

TITEL 4. — Toewijzing van de middelen van het IV-NIOOO

HOOFDSTUK 1. — Toewijzing van de financiële middelen van het IV-NIOOO

Art. 29. De financiële middelen van het IV-NIOOO, aanwezig op datum van inwerkingtreding van deze wet, die betrekking hebben op de bevoegdheden bepaald in artikel 26, worden overgedragen naar de respectievelijke instellingen aan wie deze bevoegdheden worden overgedragen met toepassing van artikel 26.

Art. 30. § 1^{er}. L'actif des réserves de l'IV-INIG citées ci-après sera attribué, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à la CAAMI:

- les legs "Touillet", "Bourdoux", "Berlemont" et "Fonds social des Forces belges de Grande-Bretagne" des fonds propres;
- les fonds provinciaux;
- le fonds PGMI;
- le fonds "calendriers".

§ 2. L'actif des réserves de l'IV-INIG citées ci-après sera intégralement attribué à l'État fédéral à la date d'entrée en vigueur de la présente loi:

- le restant des fonds propres après la réduction des legs mentionnés au § 1^{er};
- le fonds d'exploitation;
- le solde des dotations;
- le capital cafétéria.

Art. 31. § 1^{er}. La CAAMI reçoit la compétence, en matière de compétences transférées visées à l'article 26, de:

- recevoir des dons et de les ajouter aux fonds de réserve qui lui ont été attribués conformément à l'article 30, § 1^{er};
- gérer et utiliser les fonds de réserve qui lui ont été attribués conformément à l'article 30, § 1^{er}.

§ 2. Les règles pour la perception des droits d'enregistrement, des droits de transcription et des droits successifs d'application pour les centres publics d'action sociale s'appliquent également aux dons reçus par la CAAMI.

Les articles 15 à 19 sont également d'application pour les dons reçus par la CAAMI.

CHAPITRE 2. — Affectation du personnel de l'IV-INIG

Art. 32. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, on entend par:

1° "services opérationnels":

- le service soins de santé;
- le service action sociale;
- le service mémoire et communication.

2° "services d'appui":

- le service ressources humaines;
- le service logistique;
- le service financier;
- le service informatique.

§ 2. Les membres du personnel de l'IV-INIG qui sont en service au sein des services opérationnels "soins de santé" et "action sociale" sont transférés d'office à la CAAMI à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Il en est de même pour les membres du personnel qui sont temporairement absents ainsi que pour ceux qui ont été recrutés avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi pour une entrée en fonction postérieure à celle-ci.

§ 3. Les membres du personnel de l'IV-INIG qui sont en service au sein du service opérationnel "mémoire et communication" sont transférés d'office à l'organisme à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Il en est de même pour les membres du personnel qui sont temporairement absents ainsi que pour ceux qui ont été recrutés avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi pour une entrée en fonction postérieure à celle-ci.

§ 4. Les membres du personnel de l'IV-INIG qui sont en service au sein des "services d'appui" sont transférés soit à la CAAMI soit à l'organisme à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Il en est de même pour les membres du personnel qui sont temporairement absents ainsi que pour ceux qui ont été recrutés avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi pour une entrée en fonction postérieure à celle-ci.

§ 5. Les dispositions de l'article 23, § 2 et § 4 à 7, visant le personnel de l'IV-INIG, sont également d'application pour le personnel visé au présent article.

Art. 30. § 1. Het actief van de hierna vermelde reserves van het IV-NIOOO wordt op datum van inwerkingtreding van deze wet toegewezen aan de HZIV:

- de legaten "Touillet", "Bourdoux", "Berlemont" en "Fonds social des Forces belges de Grande-Bretagne" van de eigen fondsen;
- de provinciale fondsen;
- het fonds PGMI;
- het fonds "kalenders".

§ 2. Het actief van de hierna vermelde reserves van het IV-NIOOO wordt op datum van inwerkingtreding van deze wet integraal aan de federale Staat toegewezen:

- het restant van de eigen fondsen na aftrek van de legaten vermeld in § 1;
- het exploitatiefonds;
- het saldo van de dotaties;
- het kapitaal cafetaria.

Art. 31. § 1. De HZIV krijgt de bevoegdheid om, met betrekking tot de overgedragen bevoegdheden bedoeld in artikel 26:

- schenkingen te ontvangen en toe te voegen aan reservefondsen die haar werden toegewezen overeenkomstig artikel 30, § 1;
- de reservefondsen die haar overeenkomstig artikel 30, § 1, werden toegewezen te beheren en aan te wenden.

§ 2. De regels voor de heffing van registratie-, overschrijvings- en erfrechten die van toepassing zijn voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zijn eveneens van toepassing op de door de HZIV ontvangen schenkingen.

De artikelen 15 tot 19 zijn eveneens van toepassing op de schenkingen die worden ontvangen door de HZIV.

HOOFDSTUK 2. — Toewijzing van het personeel van het IV-NIOOO

Art. 32. § 1. Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder:

1° "operationele diensten":

- de dienst geneeskundige verzorging;
- de dienst sociale bijstand;
- de dienst herinnering en communicatie.

2° "ondersteunende diensten":

- de dienst human resources;
- de logistieke dienst;
- de financiële dienst;
- de informaticadienst.

§ 2. De personeelsleden van het IV-NIOOO die in dienst zijn bij de operationele diensten "geneeskundige verzorging" en "sociale bijstand" worden ambtshalve overgedragen naar de HZIV op de dag van inwerkingtreding van deze wet.

Hetzelfde geldt voor de personeelsleden die tijdelijk afwezig zijn en voor de personeelsleden die aangeworven werden vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet voor een indiensttreding na deze datum.

§ 3. De personeelsleden van het IV-NIOOO die in dienst zijn bij de operationele dienst "herinnering en communicatie" worden ambtshalve overgedragen naar de instelling op de dag van inwerkingtreding van deze wet.

Hetzelfde geldt voor de personeelsleden die tijdelijk afwezig zijn en voor de personeelsleden die aangeworven werden vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet voor een indiensttreding na deze datum.

§ 4. De personeelsleden van het IV-NIOOO die in dienst zijn bij de "ondersteunende diensten" worden overgedragen hetzij naar de HZIV hetzij naar de instelling op de dag van inwerkingtreding van deze wet.

Hetzelfde geldt voor de personeelsleden die tijdelijk afwezig zijn en voor de personeelsleden die aangeworven werden vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet voor een indiensttreding na deze datum.

§ 5. De bepalingen van artikel 23, § 2 en § 4 tot 7, die het personeel van het IV-NIOOO beogen, zijn eveneens van toepassing voor het personeel bedoeld in dit artikel.

TITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 33. À l'article 1^{er}, B, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, modifié en dernier lieu par l'ordonnance du 8 décembre 2016, sont apportées les modifications suivantes:

1° les mots "Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre" sont abrogés;

2° les mots "War Heritage Institute" sont insérés dans l'ordre alphabétique.

Art. 34. La loi du 19 août 1947 créant le Memorial national du Fort de Breendonk, modifiée par la loi du 27 mars 2003, est abrogée.

Art. 35. La loi du 14 juin 2006 créant un conseil consultatif dénommé "Pôle historique de la défense", modifiée par la loi du 21 novembre 2016, est abrogée.

Art. 36. L'article 95 de la loi programme du 30 décembre 2001 est abrogé.

Art. 37. Dans la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut des vétérans – l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, modifiée en dernier lieu par la loi du 11 mai 2007, les dispositions suivantes sont abrogées:

1° l'article 1^{er}, § 2 et § 3, l'article 2 et l'article 3, alinéas 3 à 6;

2° les articles 6 à 23;

3° les articles 25 à 27;

4° les articles 33 à 35 et l'article 37.

Art. 38. Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, abroger, modifier, compléter ou remplacer les dispositions légales en vigueur afin de les mettre en concordance avec les dispositions de la présente loi.

Art. 39. Sauf en ce qui concerne les articles 5, 4° et 5°, 7, § 3, alinéa 3, 2° et 3°, 9, 10 et 11, § 2, 2°, dont la date d'entrée en vigueur est fixée par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, la présente loi produit ses effets le 1^{er} mai 2017 et au plus tard le 1^{er} mai 2018.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 avril 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Le Ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique,
S. VANDEPUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be) :
Documents : 54-2320
Compte rendu intégral : 27 avril 2017.

TITEL 5. — *Slotbepalingen*

Art. 33. In artikel 1, B, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, laatstelijk gewijzigd bij de ordonnantie van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers" worden opgeheven;

2° de woorden "War Heritage Institute" worden in de alfabetische volgorde ingevoegd.

Art. 34. De wet van 19 augustus 1947 tot oprichting van het Nationaal Gedenkteken van het Fort van Breendonk, gewijzigd bij de wet van 27 maart 2003, wordt opgeheven.

Art. 35. De wet van 14 juni 2006 tot oprichting van een adviesraad "Historische Pool van Defensie" genaamd, gewijzigd bij de wet van 21 november 2016, wordt opgeheven.

Art. 36. Artikel 95 van de programmawet van 30 december 2001 wordt opgeheven.

Art. 37. In de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Instituut voor veteranen – het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 mei 2007, worden de volgende bepalingen opgeheven:

1° artikel 1, § 2 en § 3, artikel 2 en artikel 3, derde tot zesde lid;

2° de artikelen 6 tot 23;

3° de artikelen 25 tot 27;

4° de artikelen 33 tot 35 en artikel 37.

Art. 38. De Koning kan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de geldende wetgevende bepalingen opheffen, wijzigen, aanvullen of vervangen om ze in overeenstemming te brengen met de bepalingen van deze wet.

Art. 39. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 mei 2017, met uitzondering van de artikelen 5, 4° en 5°, 7, § 3, derde lid, 2° en 3°, 9, 10 en 11, § 2, 2°, waarvan de datum van inwerkingtreding bepaald wordt door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en uiterlijk op 1 mei 2018.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 april 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

De Minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken,
S. VANDEPUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be) :
Stukken : 54-2320
Integraal verslag : 27 april 2017.